

APPEL À PROPOSITIONS POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU NIGER

Date limite de soumission des propositions : 12 août 2015

Le **Partenariat mondial pour la redevabilité sociale** (GPSA) appuie la société civile et les gouvernements à relever ensemble les défis majeurs de la gouvernance dans les pays en voie de développement. Pour ce faire, le GPSA apporte un appui stratégique soutenu aux initiatives des OSC en matière de redevabilité sociale visant à renforcer la transparence et l'obligation de rendre compte. Il s'appuie sur l'engagement direct et en cours de la Banque mondiale avec les acteurs du service public et sur un réseau mondial d'organisations partenaires. L'objectif est de créer un environnement propice à *l'utilisation de la remontée d'informations venant des citoyens pour résoudre les problèmes fondamentaux en matière de services et pour accroître l'efficacité des institutions publiques*. Selon une approche adaptée à la situation de chaque pays, le GPSA soutient des activités mises en œuvre dans les secteurs où la Banque Mondiale est très active et qui peuvent aider l'administration à répondre aux réactions des citoyens.

Le GPSA s'efforce de faciliter « l'interaction efficace entre l'administration et les citoyens » en aidant les citoyens à mieux se faire entendre, en encourageant l'administration à écouter, et en aidant les agences gouvernementales à donner suite aux réactions qu'ils reçoivent.

Le GPSA est heureux d'annoncer son troisième appel mondial à propositions. En ce qui concerne le **NIGER**, le GPSA sollicite des propositions d'initiatives et de programmes de redevabilité sociale auprès des organisations de la société civile **pour traiter un ou tous les thèmes suivants:**

- ⇒ *Surveiller l'élaboration et l'exécution du budget de l'Etat, surtout au niveau local. Les informations générées seront utilisées par le Ministère des Finances pour améliorer l'efficacité de l'élaboration et de l'exécution du budget au niveau local.*
- ⇒ *Surveiller la prestation de service public dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture pour améliorer ces secteurs et la qualité des prestations de service en général, la performance de l'administration et la transparence dans la provision des services. Les informations générées seront utilisées par le Gouvernement pour surveiller et améliorer la performance des agents publics et les prestations de services en général.*
- ⇒ *Surveiller la qualité du service d'approvisionnement en eau. Les informations générées seront utilisées par la Société d'exploitation des eaux du Niger et le Gouvernement pour assurer un meilleur accès et une meilleure qualité du service.*
- ⇒ *Surveiller la mise en œuvre des engagements du gouvernement relatifs à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives pour améliorer la transparence et assurer l'allocation efficace des ressources dans le secteur. Les informations générées seront utilisées par le Gouvernement pour surveiller et améliorer la transparence dans l'industrie extractive.*

Selon l'approche du GPSA, les informations générées devraient aussi être utilisées par les organismes publics autres que le pouvoir exécutif, tels que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, les organes législatifs, les organismes de réglementation indépendants et d'autres entités de contrôle.

Pour être prises en considération, les propositions doivent démontrer clairement que :

1. Le projet repousse les limites des initiatives pilotes pour passer à des interventions de grande envergure susceptibles d'être reproduites à l'échelle nationale.

2. L'intervention envisagée est liée à des initiatives en cours axées sur des objectifs similaires. Le projet doit expliquer où réside la valeur ajoutée de la contribution du GPSA.
3. Le projet propose un encadrement et un partenariat clair avec d'autres Organisations de la Société Civile (locales et nationales) et des organisations communautaires de base.
4. Le projet générera des informations nécessaires pour compléter les processus existants déjà soutenus par les institutions publiques compétentes.

Le GPSA soutient les propositions :

- dont la durée estimée se situe entre 3 et 5 ans pour un financement stratégique et soutenu de la redevabilité sociale.
- pour plus d'information sur la fourchette des financements disponibles pour le 3ème appel global à candidatures, veuillez visiter notre site Web : www.thegpsa.org

OSC éligibles : les entités juridiques qui n'appartiennent ni au secteur public ni à celui des entreprises à but lucratif, c'est-à-dire les organisations non gouvernementales, les médias à but non lucratif, les organisations philanthropiques, confessionnelles ou professionnelles, les syndicats, les organisations de travailleurs, les associations d'élus locaux, les fondations, les instituts de recherche et les groupes de réflexion sur la formulation des politiques. Les OSC candidates doivent fournir la preuve de leur statut juridique dans un pays répondant aux critères d'éligibilité du GPSA.

Veuillez consulter le guide de soumissions des candidatures du GPSA pour de plus amples renseignements sur comment solliciter un don, les critères d'éligibilité et de sélection et le processus de sélection.

Si vous souhaitez soumettre une demande, rendez-vous sur le site www.thegpsa.org pour consulter le guide des soumissions des candidatures et pour obtenir le formulaire de demande.

Pour obtenir des informations sur la séance d'orientation organisée par la Banque Mondiale au Niger, veuillez contacter la personne suivante :

Jaime Mayaki
jmayaki@worldbank.org